

TOUJOURS FOUS DE NOS ENFANTS?
**La tournée de l'Association québécoise des CPE de passage
en Abitibi-Témiscamingue pour mobiliser les parents**

Rouyn-Noranda, lundi 3 novembre 2014 — Inquiète de l'avenir de la politique familiale, l'Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCPÉ) a réuni une coalition de partenaires pour sensibiliser la population aux menaces qui guettent les fondements de la politique familiale. L'incertitude actuelle menace sérieusement les services éducatifs de garde à l'enfance dispensés dans tous les centres de la petite enfance (CPE) et en milieu familial au Québec.

De passage en Abitibi-Témiscamingue dans le cadre de sa tournée nationale, l'AQCPÉ est plus inquiète que jamais. « La ministre de la Famille doit assumer les responsabilités qui viennent avec son titre : quand rassurera-t-elle enfin les familles québécoises? Les compressions successives imposées par le gouvernement, non seulement auprès des CPE, mais aussi de leurs partenaires, affectent présentement parents et enfants à la grandeur du Québec », a déclaré Louis Sénécal, président-directeur général de l'AQCPÉ.

Au CPE-BC Bonnaventure de Rouyn-Noranda, l'inquiétude est palpable. « En 28 ans de carrière auprès des enfants, c'est la première fois que mes craintes sont aussi vives: si d'autres ressources nous étaient coupées, il nous serait difficile de maintenir la qualité de nos services, explique la directrice générale de l'établissement, Mme Danielle Minville. Notre bureau coordonnateur (BC) s'est d'abord vu retirer l'allocation pour milieu défavorisé, laquelle s'élevait à 40 000 \$. Cette subvention nous permettait notamment d'offrir aux tout-petits des services professionnels d'orthophonistes et de nutritionnistes. À cela s'ajoute le gel des barèmes de financement, qui représente pour nous un manque important de revenus comparativement aux dépenses que nous devons continuer d'assumer », ajoute-t-elle.

« Nous accueillons plusieurs enfants avec des besoins particuliers, handicapés, ou encore provenant d'un milieu défavorisé. Pour les accompagner dans leur développement, nous travaillons étroitement avec différents partenaires du milieu comme le CSSS de Rouyn-Noranda, le Centre Jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue (CJAT), le Centre de réadaptation La Maison (CRLM) et le Centre de réadaptation en déficience intellectuelle Clair Foyer. Les progrès que ces enfants réalisent sont incroyables. Nous devons absolument maintenir notre réseau et éviter qu'il ne soit affaibli par d'autres compressions », conclut Mme Minville.

Choisir entre un enfant ou deux salaires

En annonçant sa volonté d'ébranler les piliers du temple, le gouvernement s'attaque directement aux principes fondateurs du réseau des CPE que sont l'accessibilité, l'universalité et la qualité. « Les intentions du gouvernement de moduler la contribution parentale selon le revenu familial sont bien réelles. Les familles de la classe moyenne sont les plus nombreuses à fréquenter les services de garde et toute intention gouvernementale de les faire participer à la lutte au déficit ne pourra se faire autrement que par une augmentation drastique de cette contribution, laquelle ne sera plus réduite. Cette augmentation pourrait forcer les familles de la classe moyenne à choisir entre avoir un enfant ou préserver deux salaires », a ajouté M. Sénécal. « Pourtant, précise-t-il, les retombées socio-économiques des CPE jouent un rôle dans la prospérité de l'économie québécoise. Les CPE ont contribué à la hausse de 5,1 G\$ du PIB grâce à la présence de 70 000 femmes sur le marché du travail. »

« Depuis l'arrivée des libéraux au pouvoir, le vent a tourné », affirme la présidente du conseil d'administration de l'AQCPÉ, Gina Gasparrini. « Nous avons tendu la main à la ministre à plusieurs reprises et force est de constater que le gouvernement n'entend pas consulter son principal partenaire en matière de petite enfance. Son refus de divulguer ses objectifs et de rassurer les familles nous laisse envisager les pires scénarios », conclut-elle.

Tournée et mobilisation pour les rassemblements du 9 novembre

Afin de mobiliser la population, l'AQCPE effectue présentement une tournée du Québec qui culminera en l'organisation d'un grand rassemblement le 9 novembre prochain, partout en province. La Confédération des syndicats nationaux (CSN) ainsi que la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN) participent à la tournée et sont partenaires dans l'organisation de cette mobilisation nationale.

En Abitibi-Témiscamingue, la population est invitée à se rassembler le **dimanche 9 novembre à 10 h au CPE Bonnaventure**, situé au 259 rue Principale, à Rouyn-Noranda. Une marche partira de cet endroit pour se diriger dans un premier temps au bureau du député Luc Blanchette, avant de se conclure à la Place de la Citoyenneté où allocutions, animation et activités pour tous sont prévues.

Comment soutenir la campagne « Toujours fous de nos enfants? »

Si la population souhaite appuyer le mouvement initié par l'AQCPE, nous l'invitons à :

1. Signer la pétition en ligne sur le site de l'Assemblée nationale : <https://www.assnat.qc.ca/fr/exprimez-votre-opinion/petition/Petition-4833/index.html>;
2. Porter un morceau de casse-tête à la boutonnière et changer sa photo de profil sur ses réseaux sociaux;
3. Visiter le site www.toujoursfousdenosenfants.com pour plus de détails concernant la tournée;
4. Être présente lors du rassemblement de sa région le dimanche 9 novembre prochain.

À propos de la coalition de partenaires membres du Mouvement pour la sauvegarde de la politique familiale québécoise

Plusieurs organisations préoccupées par l'avenir de la politique familiale ont accepté de se joindre à l'initiative de l'AQCPE pour sensibiliser et mobiliser la population. Sont membres du mouvement : les **membres de l'AQCPE**; l'**Association des cadres des CPE**; le **Parti Québécois**; la Confédération des syndicats nationaux (**CSN**); la Centrale des syndicats du Québec (**CSQ**); la Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec (**FTQ**); la Fédération étudiante universitaire du Québec (**FEUQ**); **Québec solidaire**; la **Fédération québécoise des organismes communautaires famille**; l'**Association des services de garde en milieu scolaire**; l'**Association des haltes-garderies communautaires du Québec**; le **Regroupement pour la valorisation de la paternité**.

Diverses personnalités ont également manifesté leur appui au mouvement en signant une [lettre ouverte](#) : **Marie-Pier Arthur**, auteure-compositrice-interprète; **Camil Bouchard**, psychologue communautaire; **Louis-Jean Cormier**, auteur-compositeur-interprète; **Pierre Fortin**, professeur d'économie et chroniqueur; **Louise Harel**, membre de l'Assemblée nationale 1981-2008; **Stéphanie Lapointe**, chanteuse et comédienne; **Elsie Lefebvre**, conseillère municipale à Montréal et ex-députée de Laurier-Dorion; **Myriam Nadeau**, mère et politicienne; **Sophie Villeneuve**, vice-présidente du conseil d'administration de Femmes en affaires de la Capitale nationale et Vice-présidente de Catapulte communication et **Isabelle Vincent**, comédienne.

À propos de l'AQCPE

L'Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCE) est un réseau d'entreprises d'économie sociale représentant les intérêts de la très grande majorité des centres de la petite enfance et bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial, partout au Québec. L'AQCPE est reconnue auprès de ses nombreux partenaires comme un acteur de premier plan en petite enfance et sa mission est d'exercer un leadership national sur l'ensemble des enjeux liés aux services éducatifs et de garde à l'enfance.

- 30 -

Source :

Myriam Crevier
Directrice, Relations publiques et partenariats, AQCPE
(514) 966-1891